

Convention d'occupation du domaine public Angers Loire Métropole

Procédure de sélection préalable à l'attribution d'une Convention d'occupation du domaine public constitutive de droits réels concernant l'installation et l'exploitation d'une centrale solaire sur une partie de l'emprise de l'Aéroport Angers-Loire

QUESTIONS-REPONSES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION Phase Candidatures

Date limite de réception des candidatures :
Le 2 janvier 2026 12h00 au plus tard

Rappel de l'article 4.3. Demande de renseignements complémentaires

Toute question relative à la consultation devra être adressée au plus tard 5 jours avant la date de remise des candidatures **sur la plateforme marchés-sécurisés**.

Les demandes de renseignements ou de précisions seront rendues anonymes et une réponse groupée sera adressée aux candidats.

Questions-réponses

Question n°1 : Cet AMI est-il réservé uniquement aux candidats ayant déjà répondu en 2023, comme le laisse sous-entendre la phrase "entre les candidats ayant déjà manifesté leur intérêt" en page 3 ?

Réponse : L'AMI est ouvert à l'ensemble des candidats intéressés. La phase signifie simplement que nous ouvrons la consultation afin de permettre à l'ensemble des candidats, dont ceux ayant manifesté leur intérêt à la suite de la MIS de 2023, de présenter leur candidature.

Question n°2 : Avant de candidater, nous avons besoin de connaître la surface potentielle du projet. Or, il est écrit en page 4 que "La délimitation exacte des parcelles disponibles, qui correspond aux abords des pistes et aux terrains non exploités par l'exploitant et les usagers de l'Aéroport d'Angers-Loire, sera précisée dans la convention d'occupation". Pouvons-nous d'ores-et-déjà connaître la superficie ?

Réponse : La surface pré-identifiée était de 26 Ha mais comporte des zones humides sur une partie conséquente. La surface restante n'est pas précisée car elle devra être proposée par les porteurs de projets en prenant en compte l'ensemble des contraintes.

Question n° 3 : L'attestation sur l'honneur n'a pas été jointe au règlement de consultation (cf article 4.2 contenu du dossier de consultation pour la phase 1). Devons-nous en produire une si oui sur quel sujet ?

Réponse : L'attestation sur l'honneur mentionnée a en effet été oubliée et porte sur une série d'engagements du candidat au regard de la consultation. Elle est désormais disponible sur ce portail.